

Le Parti démocrate-chrétien, l'Église et le pouvoir au Chili

Élodie Giraudier

En 1935, des étudiants catholiques, influencés par les encycliques sociales, les idées de Luigi Sturzo et la pensée néo-thomiste de Jacques Maritain, fondent le Mouvement national de la jeunesse conservatrice, qui devient en 1938 la Phalange nationale puis le Parti démocrate-chrétien (PDC) en 1957. Après avoir affronté la hiérarchie catholique, la démocratie chrétienne reçoit implicitement le soutien de l'Église alors que les tensions de la Guerre froide agitent le Chili et que le Parti conservateur fondé en 1857 s'essouffle. Aux élections présidentielles de 1946, le radical Gabriel González Videla l'emporte avec 40,1 % des suffrages. Le cabinet compte pour la première fois des communistes, mais le triomphe de ces derniers aux élections municipales de 1947 et les pressions américaines conduisent à leur éviction du gouvernement. Les communistes soutiennent des grèves auxquelles le gouvernement répond par la répression et par la promulgation de la « loi de défense de la démocratie », qui met le Parti communiste hors la loi. Sur le plan religieux, le Chili est alors un pays majoritairement chrétien avec 89,1 % de catholiques et 5,6 % de protestants¹. Depuis la constitution de 1925, la séparation de l'Église et de l'État institue un régime d'« Église libre dans un État libre² ». Si la signature d'un concordat a été évoquée dans les années 1920 et 1940, elle n'a jamais abouti et c'est le Saint-Siège qui nomme les évêques et les archevêques. Pie XI aurait qualifié d'« *amichevole convivenza* », la séparation de l'Église et de l'État au Chili. Il en serait de même en ce qui concerne les relations entre l'État chilien et le Saint-Siège. Dans ce contexte, la Phalange nationale, puis le PDC peuvent apparaître comme les représentants de l'Église en politique.

Cet article s'attachera à analyser si la démocratie chrétienne est réellement le bras politique de l'Église ou bien si elle parvient à s'affranchir de la logique de l'Église. Il s'agira de souligner les contradictions d'un parti laïque d'inspiration chrétienne, qui refuse d'entrer dans la logique des blocs de la Guerre froide, qui a défendu l'autonomie du politique face au religieux au risque d'exploser (1947), mais qui a des liens presque fusionnels avec l'Église catholique. Peu d'études sur le PDC abordent la longue durée. Beaucoup s'intéressent à une période précise de l'histoire du PDC chilien : les débuts de la Phalange nationale, le gouvernement Frei Montalva³ ou

¹ Zarko Luksic Savoia, « Sentimiento religioso y tendencia política », *Política y Espíritu*, enero de 1969, n° 308, p. 67.

² Máximo Pacheco Gómez, *La separación de la Iglesia y el Estado en Chile y la diplomacia vaticana*, Santiago de Chile, Editorial Andres Bello, 2004, p. 49.

³ Arturo Olavarría Bravo, *Chile bajo la democracia cristiana*, Santiago de Chile, Editorial Nacimiento, 6 vol., 2^a ed., 1999 ; Ricardo Yoccelevski, *La Democracia cristiana y el gobierno de Eduardo Frei (1964-*

encore l'Unité populaire⁴. L'opposition à la dictature a surtout été analysée sous l'angle socialiste, les études sur l'opposition démocrate-chrétienne sont encore rares. Enfin, certaines analyses sur le PDC chilien souffrent d'un problème d'objectivité : ce sont souvent des démocrates-chrétiens (DC) qui ont rédigé les biographies de certains leaders DC et l'histoire de leur parti⁵.

Au problème de la bibliographie répond celui des sources : de la fin des années 1940 à 2010, la période étudiée est longue, mais inégale en termes de documentation. Celle-ci est ainsi abondante jusqu'en 1973, puis rare de 1973 à 1983 en raison de la censure et de la répression. Des sources ont été détruites lors du coup d'État ; certaines sont dispersées ou présentes dans des lieux inattendus. Les sources sur l'Église catholique sont très difficiles d'accès : les archives diocésaines et archidiocésaines ainsi que celles des congrégations sont officiellement inexistantes, elles auraient été « brûlées » ; les archives de *La Unión*, quotidien de l'évêché de Valparaíso, se trouvent au musée de la Marine. Selon une documentaliste du Seminario Mayor de Santiago de Chile, l'Église aurait interdit la consultation des archives à partir de 1900. L'étude présentée ici se fonde donc sur des publications de l'Église catholique chilienne, le quotidien *La Unión*, la revue jésuite *Mensaje*⁶, la presse démocrate-chrétienne (*Política y Espiritu*), les programmes de gouvernements, les ouvrages démocrates-chrétiens (autobiographies, témoignages, manuels de formation). Des sources orales et iconographiques ont complété ce premier ensemble à l'instar des entretiens avec des démocrates-chrétiens, des prêtres et des membres de la hiérarchie catholique, ainsi que des archives de Radio Cooperativa (de tendance DC) et de Canal 13 (chaîne télévisée de l'Université catholique), des photographies conservées à la Fondation Frei et des illustrations du quotidien *La Unión* (campagne présidentielle de 1964). Enfin, travailler sur un parti politique implique de dépasser le côté partisan des sources, de les croiser avec celles en provenance d'autres partis politiques ou de l'Église.

L'enjeu de cet article est de dénouer en trois temps, à partir de dates ruptures – le coup d'État militaire du 11 septembre 1973, la victoire du DC Patricio Aylwin aux élections présidentielles de décembre 1989 et la défaite d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle aux élections présidentielles de janvier 2010 –, les ressorts d'un lien assez ambigu entre une institution qui a traversé les siècles et un parti politique à l'existence plus éphémère et influencé par les logiques de pouvoir.

De la fin des années 1940 à 1973 : la démocratie chrétienne devient le représentant politique de l'Église catholique

De la fin des années 1940 au coup d'État du 11 septembre 1973, la démocratie chrétienne et l'Église catholique connaissent des évolutions conjointes.

1970), México, Universidad Autónoma Metropolitana (UAM), Unidad Xochimilco, colección Ensayos, 1987.

⁴ Manuel Antonio Garretón y Tomás Moulián, *La Unidad Popular y el conflicto político en Chile*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, 2^a ed., 1993.

⁵ Jorge Cash Molina, *Bosquejo de una historia*, Santiago de Chile, Copygraph, 1986 ; Patricio Dooner, *Crónica de una democracia cansada. El Partido Demócrata Cristiano durante el gobierno de Allende*, Santiago de Chile, ICHEH, 1985.

⁶ Conservée à la bibliothèque municipale de Lyon-Part Dieu.

Une inspiration chrétienne en politique

La présence d'un mouvement démocrate-chrétien au Chili s'explique par la culture européenne de l'Amérique latine : la colonisation espagnole y a importé la langue, la religion, la société, les systèmes politiques et économiques européens. L'Église catholique a introduit les idées sociales-chrétiennes pendant la période coloniale⁷. Ayant reçu une éducation chrétienne, Eduardo Frei Montalva et Manuel Antonio Garretón, membres de l'Asociación Nacional de Estudiantes Católicos (ANEC) participent en décembre 1933 à Rome à une réunion d'étudiants catholiques sud-américains qui aboutit à la création de la Confederación Iberoamericana de Estudiantes Católicos. Cette réunion leur permet aussi d'entrer en contact avec les grands acteurs du catholicisme européen. Ainsi, Eduardo Frei Montalva rencontre Pie XI à trois reprises, ainsi que le cardinal Pacelli et M^{gr} Pizzardo, principal dirigeant de l'Action catholique italienne. En février-mars 1934, il assiste avec Manuel Antonio Garretón à quelques cours de Jacques Maritain à l'Institut catholique⁸.

Ces échanges nourris créent une communauté idéologique fondée sur la Bible, sur les documents ecclésiastiques et les encycliques sociales (*Rerum Novarum* de Léon XIII en 1891 et *Quadragesimo Anno* de Pie XI en 1931)⁹ et sur les écrits des penseurs chrétiens comme le père Louis-Joseph Lebret ou Emmanuel Mounier et de certains politiciens de mouvance catholique. La *Déclaration de principes* du PDC chilien du 28 juillet 1957 rappelle les principes de base de *Rerum Novarum*, tels que le respect de la personne humaine, une économie au service de l'homme, de la famille et de la société chrétienne et la défense des droits des travailleurs. Elle affirme d'emblée que le PDC « lutte pour la réalisation d'une véritable Chrétienté¹⁰ », ce qui suppose une organisation de la vie sociale, publique et privée, selon les valeurs chrétiennes. Parmi les penseurs chrétiens, Jacques Maritain occupe une place à part. Alors qu'il a été assez distant avec les démocrates-chrétiens européens, Olivier Compagnon a montré qu'il a considérablement marqué les DC sud-américains et chiliens¹¹.

Forte de cette inspiration chrétienne et européenne, la démocratie chrétienne se veut une troisième voie, entre le capitalisme et le collectivisme. Le projet démocrate-chrétien se veut communautaire, personnaliste et humaniste. Sur le plan politique, les DC cautionnent la démocratie pluraliste, surtout depuis la guerre civile espagnole et la Seconde Guerre mondiale. Ils cherchent à respecter et à approfondir les libertés publiques et à élargir le droit de vote. L'organisation de la société en petits groupes tente de répondre au trop grand individualisme du capitalisme et au trop grand poids de l'État marxiste. La société communautaire est conçue comme une grande famille organisée en corps intermédiaires, corporations, jeunesses ou syndicats. En effet, la DC toucherait un électorat interclassiste sensible au maintien des libertés et de la

⁷ Évoqué par Jorge Grayson, *El Partido Demócrata-Cristiano chileno*, Buenos Aires y Santiago de Chile, Editorial Francisco de Aguirre, 1968, p. 68.

⁸ Olivier Compagnon, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud, le modèle malgré lui*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Histoire », 2003, p. 91-93.

⁹ Les encycliques *Mater et Magistra* (1961) et *Pacem in Terris* (1963) de Jean XXIII, *Populorum Progressio* de Paul VI, ainsi que les textes du concile de Vatican II (1962-1965) viennent légitimer les orientations démocrates-chrétiennes.

¹⁰ Ricardo Yocelzky, *La Democracia cristiana y el gobierno de Eduardo Frei (1964-1970)*, *op. cit.*, p. 104.

¹¹ Olivier Compagnon, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud...*, *op. cit.*

Élodie Giraudier, « Le Parti démocrate-chrétien, l'Église et le pouvoir au Chili », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

propriété privée : petits propriétaires et petits commerçants, ouvriers qualifiés, classes moyennes, secteurs marginaux (*pobladores*), « cols blancs ».

Cette pensée pose le problème de la définition de la DC et de ses relations complexes avec l'Église : est-elle un parti de l'Église ou un parti qui s'en inspire ? Pour Pierre Letamendia, l'inspiration chrétienne en politique n'est pas seulement une défense des intérêts des Églises et des croyants, mais elle assure surtout une présence chrétienne dans le monde et donne une inspiration chrétienne à la vie démocratique¹². Selon Jean-Dominique Durand, les courants DC tendent moins à être le « bras séculier de l'Église¹³ » qu'à affirmer la laïcité de l'État et la liberté religieuse. Ils sont aconfessionnels (Chili, Italie), voire interconfessionnels (Allemagne). Cependant, cet aconfessionnalisme de façade peut cacher un confessionnalisme sur de nombreux points (défense des droits de l'Église, clientèle électorale, etc.) et nos recherches tentent d'explorer cette dernière piste de lecture.

Si le PDC a une inspiration chrétienne en politique, ses liens avec l'Église catholique sont plus complexes et c'est ce que montrent nos sources.

Les liens particuliers de la DC avec l'Église

L'Église constitue l'un des trois piliers de la nation chilienne avec l'État et les forces armées¹⁴. Depuis la colonisation, elle participe à part entière à la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays. Elle possède aussi divers moyens modernes pour diffuser ses idées : revues, quotidiens, chaînes de radio, chaînes de télévision, université. Ceci a permis un ancrage très profond de la religion catholique dans la population.



Eduardo Frei Montalva et le cardinal Raúl Silva Henríquez à la sortie de la cathédrale de Santiago (*Te Deum*, cérémonie d'investiture présidentielle, 3 novembre 1964). Photographie publiée avec l'autorisation de la Fondation Frei. © Droits réservés.

¹² Pierre Letamendia, *La Démocratie chrétienne*, Paris, PUF, 1993, 2^e éd., p. 5.

¹³ Jean-Dominique Durand, *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, p. 13.

¹⁴ François Chevalier, *L'Amérique latine de l'Indépendance à nos jours*, Paris, PUF, coll. « Nouvelle Clio / L'Histoire et ses problèmes », 2^e éd., 1993, p. 460.

Élodie Giraudier, « Le Parti démocrate-chrétien, l'Église et le pouvoir au Chili », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Comme la majorité de la population, les démocrates-chrétiens entretiennent des relations étroites avec des ecclésiastiques, à l'instar de l'amitié liant Eduardo Frei Montalva au cardinal Raúl Silva Henríquez de Santiago¹. Certains de leurs proches sont entrés en religion : c'est par exemple le frère de Gabriel Valdés Subercaseaux¹. De nombreux dirigeants DC ont reçu une éducation catholique rigoureuse qu'ils ont poursuivie dans des associations catholiques comme l'ANEC au début des années 1930.

Si l'état actuel de nos sources ne nous permet pas d'aborder les liens institutionnels entre l'Église et le PDC, nous pouvons avancer l'idée d'évolutions conjointes entre ces deux entités.

Mettre illustration

Eduardo Frei Montalva et le cardinal Raúl Silva Henríquez à la sortie de la cathédrale de Santiago (*Te Deum*, cérémonie d'investiture présidentielle, 3 novembre 1964). Photographie publiée avec l'autorisation de la Fondation Frei. © Droits réservés.

Les évolutions parallèles de l'Église et de la démocratie chrétienne à partir de la fin 1947

À partir de 1931, l'Église chilienne s'ouvre progressivement à la « question sociale » : alors que le pays est touché de plein fouet par la grande crise mondiale, l'encyclique *Quadragesimo Anno* se diffuse et l'Action catholique est fondée. Néanmoins, la hiérarchie catholique reste majoritairement intransigeante, voire antidémocratique. Elle appuie le Parti conservateur, gage de l'unité politique des catholiques chiliens depuis sa fondation en 1857. Les archives de *La Unión*, quotidien de l'évêché de Valparaíso, l'illustrent bien : la hiérarchie locale est conservatrice¹⁵, condamne tout mouvement de protestation ouvrière, soutient l'action des forces armées et entretient de bonnes relations avec l'oligarchie. Les pages de *La Unión* octroient une pleine tribune aux discours des militaires et regorgent de publicités sur leurs manœuvres en coopération avec des équipes américaines¹⁶. Dans les années 1940, la hiérarchie catholique chilienne a donc dans l'ensemble mal accepté les idées sociales-chrétiennes et la théorie de Jacques Maritain d'une autonomisation du politique. En témoigne la controverse commencée en septembre 1947, lorsqu'un jeune secteur de l'Action catholique publie un *Manifeste de la Jeunesse catholique du Chili*. Dans un climat agité par la Guerre froide, le document déplore que la majorité des catholiques chiliens néglige les problèmes sociaux au profit de l'anticommunisme. La polémique avec M^{gr} Augusto Salinas Fuenzalida, évêque auxiliaire de Santiago et conseiller de l'Action catholique, a failli entraîner la dissolution de la Phalange, mais elle s'achève en décembre 1947 quand le cardinal-archevêque de Santiago, M^{gr} Caro Rodríguez, appelle la Phalange à faire front commun pour défendre l'Église.

Les études montrent que les courants ecclésiastiques réformistes deviennent majoritaires à la fin des années 1950. Ces changements suivent l'évolution générale de l'Église qui, depuis l'encyclique *Rerum Novarum*, est préoccupée par la « question

¹⁵ Anónimo, « El Partido Conservador ha tenido siempre una línea democrática y cristiana », *La Unión*, n° 26 273, 31/07/1957, p. 3.

¹⁶ Anónimo, « El Día de la Armada de los Estados Unidos fue celebrado », *La Unión*, n° 22 721, 29/10/1947, p. 9.

sociale¹⁷ ». Après avoir écrit les encycliques *Mater et Magistra* (1961), *Pacem in Terris* (1963)¹⁸, le pape Jean XXIII (1958-1963) ouvre le concile œcuménique de Vatican II (1962-1965) considéré comme l'*aggiornamento* de l'Église¹⁹. Au Chili, l'Église chilienne abandonne la simple dénonciation du communisme et approfondit son action sociale. En effet, les bons résultats de Salvador Allende aux élections présidentielles de 1958 (28,9 % des voix), la diffusion rapide de la gauche marxiste dans les campagnes et le triomphe de la révolution cubaine lui ont montré que son action était inefficace²⁰ : les articles de *La Unión* prennent un ton alarmiste, s'inquiètent de la misère des Chiliens, diffusent les encycliques et sont un peu moins centrés sur le marxisme²¹. Le quotidien soutient peu à peu la DC. En revanche, les sources à notre disposition ne mentionnent pas que le PDC appelle à l'aide.

M^{gr} Raúl Silva Henríquez devient archevêque de Santiago en 1961 à un moment où la DC acquiert une position nationale et où Eduardo Frei Montalva est sûr d'être candidat pour l'élection présidentielle de 1964. Pour Luis Moulián et Gloria Guerra, l'essor de la démocratie chrétienne au Chili doit beaucoup à la présence de l'archevêque de Santiago de Chile. Celui-ci joue un rôle fondamental dans la rénovation de l'Église au Chili et en Amérique latine²². En 1963, l'archevêché organise une Mission générale : plus de mille laïcs diffusent dans les campagnes le message de l'Église qui s'engage dans les changements et la lutte contre le communisme. Cette action est renforcée lors de la campagne présidentielle de 1964. Et ce sont les jésuites qui jouent un rôle clé. Le jésuite belge Roger Vekemans, fondateur du Centro de Investigación y Acción Social (CIAS) *Bellarmino*, crée une organisation d'appui au PDC de Frei qui emploie cent personnes avec un budget annuel de trente millions de dollars fournis par la CIA²³. Enfin, à trois jours de l'élection, est à nouveau publié au Chili le décret du 4 avril 1949 du Saint-Office menaçant d'excommunication les catholiques qui soutiennent les communistes²⁴. Fort de ces appuis, Eduardo Frei Montalva gagne facilement les élections : avec 56 % des voix, il est le président chilien le mieux élu depuis 1931. Le Chili ne sera pas un « second Cuba ».

Ces liens étroits avec l'Église permettent à la démocratie chrétienne de s'implanter solidement dans le peuple chilien. Selon une enquête réalisée en 1968-1969, il existerait une relation entre l'attachement à la religion et le vote démocrate-chrétien : 78 % des personnes interrogées attachent beaucoup d'importance à la religion et sont

¹⁷ Anónimo, « Nada hay que temer de la doctrina social cristiana, todo hay que esperar de ella », *La Unión*, n° 23 046, 18/09/1948, p. 3. Voir aussi Anónimo, « Cursos de Doctrina Social inició la Universidad Católica », *La Unión*, n° 28 624, 7/01/1963, p. 3.

¹⁸ Dans leurs discours, les démocrates-chrétiens se réfèrent souvent au pape Jean XXIII. Nous pouvons citer les articles de Gabriel Valdés Subercaseaux, « Conducta de los países industrializados respecto de los países en desarrollo », *Política y Espiritu*, n° 284, janvier-mars 1964, p. 60 ; Lino Arias Bustamante, « El triunfo de los pobres en Chile », *Política y Espiritu*, n° 286, septembre-octobre 1964, p. 30.

¹⁹ Luis Moulián y Gloria Guerra, *Eduardo Frei Montalva (1911-1982), biografía de un estadista utópico*, Santiago de Chile, Editorial Sudamericana, 2000, p. 105.

²⁰ Sofía Correa, Consuelo Figueroa, Alfredo Jocelyn-Hot, Claudio Rolle y Manuel Vicuña, *Historia del siglo XX chileno*, Santiago de Chile, Editorial Sudamericana, 2001, p. 215-218.

²¹ Paulo VI, « La encíclica "Ecclesiam suam" de SS. Paulo VI. Reformas no pueden referirse a la estructuras fundamentales », *La Unión*, n° 28 844, 15/08/1964, p. 6-8.

²² Luis Moulián y Gloria Guerra, *Eduardo Frei Montalva (1911-1982)...*, op. cit., p. 242.

²³ Luis Corvalán Márquez, *Del anticapitalismo al neoliberalismo en Chile. Izquierda, centro y derecha en la lucha en los proyectos globales. 1950-2000*, Santiago de Chile, Editorial Sudamericana, 2001, p. 141.

²⁴ Luis Moulián y Gloria Guerra, *Eduardo Frei Montalva (1911-1982)...*, op. cit., p. 136 et p. 142-143.

favorables à la DC. À l'inverse, le PDC capterait seulement 2 % des Chiliens qui se disent sans religion²⁵.

Lors de la conférence de Medellín (Colombie), du 24 août au 6 septembre 1968, l'épiscopat latino-américain doit réfléchir à l'application des conclusions du concile de Vatican II dans un contexte agité (révolution castriste, action du prêtre colombien Camilo Torres). Présent à Medellín, Paul VI reprend les grandes lignes de son encyclique *Populorum Progressio* en appelant les chrétiens à s'engager dans la cité. Le document final de la conférence *Justice et Paix* critique la violence institutionnalisée (emprisonnement, torture, assassinat), propose un rapprochement du clergé avec le quotidien des fidèles et un engagement dans des politiques sociales réduisant la pauvreté. L'idée d'une Église au service de la justice et des opprimés semble se faire à travers le mouvement des communautés de base et la théologie de la libération. Celle-ci ne connaît pas une égale diffusion en Amérique latine : pour Michaël Löwy, elle aurait touché surtout l'Amérique centrale, le Mexique, le Brésil et la Colombie²⁶. Au Chili, « ce courant libérateur »²⁷ aurait davantage influencé les prêtres que la haute hiérarchie catholique et seules les tendances les plus à gauche de la DC ont accompagné cette évolution de l'Église (le Movimiento de Acción Popular Unitaria ou MAPU fondé en 1969 et la Izquierda Cristiana ou IC fondée en 1971). De 1970 à 1973, l'Église est initialement favorable aux réformes, mais elle est de plus en plus critique vis-à-vis de l'Unité populaire : elle dénonce le marxisme et le matérialisme, mais également un étatisme de plus en plus net qui s'incarne notamment dans le projet d'éducation nationale unifiée (mars 1973). Toutefois, elle reste la garante de l'unité des Chiliens et un ultime recours en cas de crise politique : le 16 juillet 1973, le cardinal Raúl Silva Henríquez accède à la demande de Salvador Allende en appelant « au calme et au dialogue »²⁸. Le président socialiste rencontre à plusieurs reprises Patricio Aylwin, leader du PDC, au domicile du cardinal, mais cela n'empêche pas le durcissement du PDC.

Des années 1950 à 1973, la DC est comprise comme la représentation politique de l'Église catholique d'autant plus que ses statuts affirment son caractère chrétien. Elle n'est pourtant pas la seule à diffuser le message social de l'Église. Depuis 1931, l'Action catholique apparaît comme une alternative à un parti politique : nommé en 1941 aumônier national des Jeunes de l'Action catholique, le jésuite Alberto Hurtado (1901-1952) oriente les jeunes vers un profond engagement social et défend le syndicalisme. Le coup d'État du 11 septembre 1973 apporte aussi une rupture dans ce domaine.

1973-1990 : l'Église, seule en première ligne face à Pinochet

Des positions diverses face au coup d'État

²⁵ Zarko Luksic Savoia, « Sentimiento religioso y tendencia política », *Política y Espiritu*, n° 308, janvier 1969, p. 71.

²⁶ Michaël Löwy, *La guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine*, Paris, Éditions du Félin, 1998.

²⁷ José Aldunate Lyon *et alii*, *Crónicas de una Iglesia Liberadora*, Santiago du Chili, LOM Ediciones, 2000.

²⁸ Luis Corvalán Márquez, *Del anticapitalismo al neoliberalismo en Chile...*, *op. cit.*, p. 261-265.

À la fin de l'hiver austral 1973, toute solution politique entre la DC et l'Unité populaire est bloquée. La démocratie chrétienne se durcit de plus en plus. Par l'intermédiaire de jeunes DC, elle aurait fait comprendre le 7 septembre 1973 à des généraux qu'elle ne s'opposerait pas à un putsch²⁹. Or, le même jour, le Parti national a présenté un projet de réforme constitutionnelle pour que le président ne puisse plus nommer les commandants en chef des forces armées sans l'accord du Sénat. Le 9 septembre 1973, la DC propose une forme très subtile de coup d'État : ses parlementaires démissionneraient pour que ceux de l'Unité populaire et le gouvernement en fissent de même. L'enjeu est de tout recommencer à zéro et d'organiser des élections générales. En parallèle, les parlementaires démocrates-chrétiens signent un texte qui déclare illégale l'Unité populaire.

Le 11 septembre 1973, le coup d'État du général Augusto Pinochet met fin à la première expérience marxiste légale en Amérique latine. Selon Olivier Compagnon, il est accueilli avec « soulagement³⁰ » par la démocratie chrétienne, la droite et une partie de l'Église catholique car il met fin aux craintes de soviétisation de la société chilienne. Le 13 septembre 1973, un communiqué du Comité permanent de l'épiscopat chilien déplore « le sang qui a rougi les rues, les quartiers populaires et les usines », en appelle au respect pour les victimes du putsch, mais exprime sa confiance « dans le patriotisme et le désintéressement exprimés par ceux qui ont assumé la lourde tâche de restaurer l'ordre institutionnel³¹ ». En effet, jusqu'en 1973, les forces armées se sont montrées dans l'ensemble légalistes et démocratiques par rapport à leurs homologues latino-américaines. Les membres de la hiérarchie catholique pensent que ce putsch s'inscrit dans cette tradition. À l'occasion des fêtes nationales des 18 et 19 septembre, le refus de M^{gr} Raúl Silva Henríquez de célébrer un *Te Deum* d'action de grâces à l'École militaire peut certes apparaître comme une première manifestation d'opposition, mais il représente surtout la volonté de l'Église de ne pas prendre parti et de réunir tous les Chiliens³².

Malgré des divisions, le versant catholique laïque exprime aussi son soulagement. Les anciens ministres DC de la Défense et du Travail, Juan de Dios Carmona et William Thayer Arteaga, décident de coopérer avec les militaires. Selon le cardinal Raúl Silva Henríquez, Eduardo Frei Montalva n'était pas contre le coup d'État, mais il n'y était pas pour autant favorable. Il le considérait surtout comme quelque chose d'inévitable et il était convaincu que la responsabilité en incombait à l'Unité populaire. Il pensait que les militaires allaient rendre le pouvoir aux civils et, en tant que président du Sénat, il espérait sans doute diriger à nouveau le pays³³. Le 12 septembre 1973, la déclaration de la direction du PDC reprend les mêmes idées puisque Patricio Aylwin appartient au courant « officialiste », « freiste ». Elle invite à une collaboration « technique » et patriotique avec les forces armées³⁴. Olivier Compagnon évoque donc le « consentement » DC à la dictature. Au contraire, le 13 septembre 1973, plusieurs personnalités à la gauche du PDC, comme Ignacio Palma, Bernardo

²⁹ *Ibid.*, p. 267.

³⁰ Olivier Compagnon, « L'Église catholique et la démocratie chrétienne face à la dictature. Du consentement à l'opposition », *L'Ordinaire latino-américain* (Toulouse), n° 193, sept. 2003, p. 55-61.

³¹ Ascanio Cavallo (éd.), *Memorias. Cardenal Raúl Silva Henríquez*, Tomo II, Santiago de Chile, Ediciones Copygraph, 1991, p. 285-286.

³² *Ibid.*, p. 288-290.

³³ *Ibid.*, p. 290.

³⁴ *El Mercurio*, 13 de septiembre de 1973, p. 4.

Leighton, Renán Fuentealba ou Radomiro Tomic, manifestent leur opposition au coup d'État et reconnaissent les efforts du président Allende pour chercher une solution politique et éviter l'effondrement institutionnel³⁵. Elles se rapprochent de la sorte des prêtres, tenants de la théologie de la libération (« les 80 prêtres pour le socialisme »), qui ont choisi de lutter avec le peuple chilien contre la dictature (journaux clandestins, bulletins d'information, solidarité avec les familles victimes de la répression, etc.).

Le putsch recueille donc un soutien divisé du côté catholique. Des évêques comme M^{gr} Emilio Tagle Covarrubias à Valparaíso et M^{gr} Salinas à Linares se déclarent favorables à la Junte, de même qu'un groupe d'intellectuels conservateurs, dont l'avocat Jaime Guzmán Errázuriz et des professeurs de l'université catholique. Ces catholiques, membres de l'Opus Dei, gardent le silence lors du coup d'État. Ils s'opposent aux grandes orientations conciliaires et à certaines conclusions de la conférence de Medellín. D'ailleurs, l'épiscopat chilien y était, semble-t-il, plutôt minoritaire³⁶. De plus, Jaime Guzmán a créé dans les années 1960 le mouvement *gremialista*, dont les idées sont proches du franquisme et s'inspirent de Primo de Rivera. Il s'oppose à la politisation des corps intermédiaires et explique la crise de la fin des années 1960 par quatre facteurs : l'étatisme, les partis politiques, le marxisme et son corollaire, la mobilisation des masses³⁷.

Si les catholiques sont divisés face au coup d'État, la répression conduit cependant l'Église et le PDC à prendre un autre chemin.

L'Église montre le chemin de l'opposition

Au début du régime, l'Église catholique proteste contre la violence politique jugée contraire aux enseignements de la foi chrétienne. En octobre 1973, est fondé, avec quelques Églises protestantes et des représentants de la communauté juive chilienne, le Comité Œcuménique pour la paix au Chili ou comité *Pro Paz* destiné à secourir les victimes du régime³⁸. À partir de 1974, émerge une véritable dénonciation des pratiques de la Junte et notamment de la torture. En janvier 1976, s'y substitue le Vicariat de la Solidarité, qui se consacre à l'encadrement des chômeurs, des clandestins ou des anciens prisonniers. En janvier 1978, un symposium sur les droits de l'homme attire l'attention de l'opinion internationale sur le combat de l'Église contre la dictature. Enfin, en avril 1981, en déclarant qu'« aucun totalitarisme n'est un modèle de vie chrétienne³⁹ », le cardinal Raúl Silva Henríquez s'oppose franchement à la dictature : la défaite du communisme passe par l'avènement d'un véritable régime démocratique et de justice sociale.

Différents éléments peuvent expliquer cette évolution : à la fin des années 1970, les évêques chiliens et notamment le cardinal Silva Henríquez prennent conscience que

³⁵ Fernando Sanhueza, Sergio Saavedra, Claudio Huepe, Andrés Aylwin, Mariano Ruiz-Esqüide, Jorge Cash, Jorge Donoso, Belisario Velasco, Ignacio Balbotín, Florencio Ceballos, Waldemar Carrasco et Mariano Penna.

³⁶ L'épiscopat chilien n'a pas présenté de communication orale et le cardinal Raúl Silva Henríquez, présent à Bogota lors des réunions préparatoires, a préféré rentrer au Chili pour gérer l'occupation illégale de la cathédrale de Santiago par un groupe de prêtres et de laïcs.

³⁷ Bruno Patino, *Pinochet s'en va... La Transition démocratique au Chili (1988-1994)*, Paris, IHEAL Éditions, 2000, p. 41-42.

³⁸ Ascanio Cavallo (éd.), *Memorias..., op. cit.*, Tomo III, p. 8-9.

³⁹ Déclaration faite à un journaliste de l'agence Ansa, Ascanio Cavallo (éd.), *Memorias..., op. cit.*, Tomo III, p. 217.

les militaires n'ont pas écouté les différents appels au respect des droits de l'homme, à la modération et à la réconciliation. Un document épiscopal daté de septembre 1975, « Évangile et Paix », reconnaît « le service rendu au pays par les forces armées qui nous ont libérés d'une dictature marxiste qui semblait inévitable », mais rappelle en même temps que « l'homme a droit à l'intégrité physique et morale » et « qu'il ne doit pas être soumis à la torture physique, aux vexations, à la terreur, que ce soit à titre de châtiment ou pour lui faire avouer ce qu'il refusait de dévoiler ». De plus, le retour à la normalité institutionnelle, à un régime démocratique ne s'est pas produit. Enfin, le Vicariat de la Solidarité reçoit en 1979 l'appui de la communauté internationale à travers le Prix des Nations-Unies. Faute d'appui de l'ensemble de la hiérarchie catholique, la Junte militaire au pouvoir cherche une autre source de légitimation religieuse de son pouvoir à travers l'évangélisme : fin 1974, des Églises évangéliques remettent officiellement une déclaration d'appui à la Junte militaire. En juillet 1975, la création du Consejo de Pastores, une association ecclésiastique évangélique, doit apporter, selon Humberto Lagos, une légitimation supplémentaire au régime militaire⁴⁰.

Du côté laïque, l'évolution commence en janvier 1974 : la direction du PDC interdit à ses cadres d'exercer des responsabilités au sein de la Junte. Mais au refus de travailler avec les militaires, correspond celui de travailler avec les anciens membres de l'Unité populaire. Jusqu'en juillet 1974, la CIA aurait continué de financer ce parti pour qu'il appuie la dictature. Nos recherches au Chili ont permis de montrer que la Fondation Konrad Adenauer a aussi joué un rôle ambigu⁴¹. La première œuvre de résistance intellectuelle est celle de Jaime Castillo Velasco. L'idéologue démocrate-chrétien fonde en 1974 à Santiago l'ICHEH ou Instituto Chileno de Estudios Humanísticos, centre de réflexion sur le retour à la démocratie. Ce *think tank* organise des séminaires de formation intellectuelle et la publication de grands textes de la pensée chrétienne. La rupture entre le PDC et le régime est définitivement consommée un an plus tard lorsque Frei publie un livre très critique sur le régime⁴². La revue DC *Política y Espiritu* donne quelques pistes sur cette évolution : à partir de 1975, y sont publiés des articles critiquant la politique libérale des militaires et les violations des droits de l'homme. Mais en mars 1977, avec l'interdiction de tous les partis politiques, la revue, la maison d'édition (Editorial del Pacífico) et les radios (radio Balmaceda) DC sont censurées. Des dirigeants et des militants DC ont dû s'exiler et ont été inquiétés : réfugié à Rome, Bernardo Leighton a été la cible d'un

⁴⁰ Humberto Lagos Schuffeneger, *Relaciones Iglesias evangélicas – gobierno (1973-1976)*, Santiago de Chile, ILADES, 1977, p. 32. Cité par Matías Maldonado Araya, « Evangélicos en Chile, 1975-1986. El Consejo de Pastores y la Confraternidad Cristiana de Iglesias », in Patricia Fogelman y Candela de Luca (comps.), *Actas electrónicas del Cuarto Simposio Internacional sobre Religiosidad, Cultura y Poder (IV SIRP) del GERE*, Buenos Aires, GERE y Ed. de la FFyL UBA, 2012.

⁴¹ En 1975, M. Bernheim, président de la Fondation Konrad Adenauer, soutenait une entente des démocrates-chrétiens avec Pinochet. Comme Ricardo Hormazábal Sánchez représentait la position partisane d'opposition à Pinochet, sa bourse d'études en Allemagne a été supprimée. Il a alors reçu l'appui d'Helmut Kohl et de la Jeunesse démocrate-chrétienne allemande. Entretien avec Ricardo Hormazábal Sánchez, Santiago-du-Chili, 13/09/2006.

⁴² Eduardo Frei Montalva, *El Mandato de la historia y las exigencias del porvenir*, Santiago, Editorial del Pacífico, 1975.

attentat en novembre 1975. La mort d'Eduardo Frei Montalva le 22 janvier 1982 serait elle-même suspecte⁴³.

Eduardo Frei a d'ailleurs été durement attaqué à l'extérieur et à l'intérieur de son pays. À l'extérieur, la gauche du PDC et notamment Bernardo Leighton, à travers la revue *Chile-América*, l'accuse d'être « putschiste », « séditieux » et un collaborateur du « régime fasciste ». Au Chili, les militaires considèrent qu'il est aussi responsable du chaos dans lequel se trouvait le pays en 1973. Peu de sources évoquent les changements de direction au sein du PDC, cependant, les biographies et autobiographies des personnalités démocrates-chrétiennes apportent quelques éléments. Patricio Aylwin a été président du PDC, de 1973 à 1976, puis Adolfo Zaldívar lui a succédé. Si, au sein de la DC, les conservateurs restent majoritaires, on peut remarquer l'entrée de membres des Jeunesses démocrates-chrétiennes (JDC) à la Direction nationale, à l'instar de Gutenberg Martínez⁴⁴. L'apparition de nouvelles générations pourrait aussi expliquer l'évolution de la position démocrate-chrétienne vis-à-vis des militaires.

À la fin des années 1970, bien qu'une opposition à la dictature soit présente du côté catholique, elle doit se structurer par différents moyens et elle ne représente pas l'ensemble des catholiques.

L'Église catholique actrice de la transition

Au tournant des années 1970 et 1980, l'épiscopat soutient majoritairement une solution démocrate-chrétienne et joue un rôle central dans le retrait forcé des militaires : les locaux de la Paroisse universitaire servent aux réunions clandestines DC⁴⁵. La marge de manœuvre des partis de gauche et des syndicats demeure alors très limitée, surtout après les vagues de répression de mai-juin 1983. Tandis que la DC est plus épargnée par la répression, l'Église reste l'une des seules organisations constituées du pays susceptible d'organiser des rassemblements et d'atteindre l'opinion malgré la censure⁴⁶.

La répression accélère l'évolution du PDC qui, en octobre 1977, lance un appel à la restauration de la démocratie par l'élection d'une assemblée constituante et l'élaboration d'une nouvelle constitution rétablissant les libertés, et organise en 1980 une grande concentration contre la Constitution militaire, le *Caupolicanazo*. Il s'engage désormais à participer avec les autres partis à un mouvement unitaire et multiforme de lutte pour la défense des droits de l'homme.

En 1982, après le décès d'Eduardo Frei Montalva, Gabriel Valdés prend la tête du PDC et change de tactique d'opposition en favorisant un « compromis historique »

⁴³ Le chimiste de la DINA, Eugenio Berríos Sagredo, aurait déclaré : « Dans certains cas, il n'y a pas de meilleure méthode pour se débarrasser d'un indésirable qu'une goutte, une goutte seulement de staphylocoque doré. » Lorsqu'il intègre la DINA, le chimiste avait encore accès aux installations de l'Institut bactériologique où il avait travaillé. Or, selon l'avocat de la famille Frei : « S'il y a eu l'intervention de tiers dans la mort du président Frei Montalva, elle s'est faite via l'introduction d'un produit qui a finalement causé la mort. » Le juge Alejandro Madrid est chargé du dossier de la mort d'Eduardo Frei ; Marc Fernández et Jean-Christophe Rampal, *Pinochet, un dictateur modèle*, Paris, Hachette Littératures, 2003, p. 121.

⁴⁴ Patricio Aylwin Azócar, *El Reencuentro de los Demócratas. Del Golpe al Triunfo del No*, Santiago de Chile, Ediciones B, 1998, p. 126-127.

⁴⁵ Entretien avec Percival Cowley, chapelain à La Moneda, Santiago du Chili, 20/11/2006.

⁴⁶ Guy Hermet, « Les fonctions politiques des organisations religieuses dans les régimes à pluralisme limité », *Revue française de science politique*, vol. XXIII, n° 3, juin 1973, p. 439-472.

avec les formations politiques de gauche, mais ces dernières n'oublient pas l'intransigeance des DC face à l'Unité populaire et leur complaisance face au coup d'État. En même temps, l'expérience de l'exil renforce les échanges entre socialistes et démocrates-chrétiens⁴⁷. Gabriel Valdés soutient alors une stratégie insurrectionnelle d'opposition à la dictature et la participation aux *protestas*, démarche assez originale pour un PDC et qui lui vaut plusieurs jours d'emprisonnement. Cette stratégie favorise un premier accord, signé le 6 août dans la maison de Gabriel Valdés, connu sous le nom d'Alliance démocratique et réunissant cinq partis dont la DC et le parti socialiste d'Altamirano⁴⁸. Deux ans plus tard, le 25 août 1985, M^{gr} Fresno, successeur du cardinal Silva Henríquez depuis mai 1983, mais plus réservé dans sa dénonciation du régime, prend l'initiative d'un Accord national pour un retour à la démocratie, signé par onze partis représentant la quasi-totalité de l'opposition au régime. En 1987, la visite de Jean-Paul II a, selon le cardinal Silva Henríquez, changé subtilement la situation nationale : elle a permis de mettre fin à l'exil, aux mesures d'exception et a fait diminuer les attaques contre l'Église chilienne. Le pape a certes dû s'afficher avec les autorités militaires, mais il a visité des bidonvilles touchés par la répression et il a fait un signe de croix sur la pelouse et célébré une messe au Stade national, utilisé comme centre de détention en septembre 1973. Beaucoup ont interprété ce geste comme un « exorcisme⁴⁹ ». Pour *Política y Espíitu*, la visite de Jean-Paul II est un événement historique puisqu'elle représente un soutien pour l'Église chilienne et les partis politiques signataires de l'Accord national qu'il a rencontrés⁵⁰.

En parallèle, s'affirme une autre stratégie d'opposition à la dictature, celle de l'acceptation de la Constitution de 1980 comme « un fait accompli ». Elle émane du « groupe des 24 », des démocrates-chrétiens spécialistes des études constitutionnelles réunis autour de Patricio Aylwin, vice-président du PDC depuis 1983, et de Francisco Cumplido, professeur de droit de sensibilité sociale-chrétienne. Au fur et à mesure que la stratégie insurrectionnelle s'essouffle, la stratégie Aylwin séduit de plus en plus car elle peut élargir la base de l'Alliance démocratique à la droite modérée liée aux milieux économiques et à certains cercles militaires proches de l'armée de l'air. Le basculement du PDC se fait assez naturellement : début 1987, Gabriel Valdés ne demande pas le renouvellement de son mandat et Patricio Aylwin lui succède. En février 1988, la « Concertation des partis pour le Non » est officiellement signée. Elle regroupe dix-sept partis ou mouvements, mais elle se fonde sur deux composantes majeures : les démocrates-chrétiens et leurs alliés (dont les radicaux) et les socialistes (Parti socialiste, Parti pour la Démocratie). Cette alliance s'avère efficace : le 5 octobre 1988, le « non » à Pinochet remporte près de 56 % des voix. C'est le début des négociations pour la transition démocratique. Pendant la dictature, l'Église a dû rompre avec la tradition apolitique héritée de Léon XIII et de Pie XI. Mais la victoire de Patricio Aylwin aux élections présidentielles de décembre 1989 permet à la hiérarchie catholique de regagner le domaine spirituel tandis que les laïcs du PDC sont de nouveau chargés de défendre les intérêts de la religion en politique.

⁴⁷ Entretiens avec Otto Boye Soto, Santiago du Chili, 22/09/2006 et 2/11/2006.

⁴⁸ Elizabeth Subercaseaux, *Gabriel Valdés. Señales de historia*, Santiago de Chile, Aguilar, p. 193-194.

⁴⁹ Ascanio Cavallo (éd.), *Memorias...*, *op. cit.*, Tomo III, p. 264-265.

⁵⁰ Otto Boye, « Juan Pablo II o el milagro de la reconciliación », *Política y Espíitu*, n° 364, mayo de 1987, p. 8-11.

La période post-Pinochet : le PDC n'est plus le seul représentant politique de l'Église et des chrétiens

À partir des années 1990, le PDC redevient le bras politique de l'Église, mais le contexte est différent et il n'est plus l'unique moyen d'expression politique des catholiques.

Un nouveau contexte

Dix-sept ans de dictature et plusieurs décennies de vives luttes politiques ont modifié profondément la société chilienne. En 1988, les Chiliens entendent privilégier la recherche d'un consensus politique puisque 75,6 % d'entre eux souhaitent un pacte entre partis⁵¹. Mais leur adhésion au régime démocratique est surtout liée à l'amélioration de leur situation économique. Cette demande est implicitement appuyée par l'Église qui dirige des institutions de bienfaisance. Le retour des DC au pouvoir se fait aussi avec la lourde tâche de devoir faire la lumière sur le passé douloureux du Chili⁵².

D'après une étude réalisée en 1998, l'opinion publique n'a pas une haute estime des partis politiques. L'Église catholique inspire confiance à 79 % des Chiliens, mais les partis politiques remportent l'adhésion d'à peine 24 % des Chiliens⁵³. Des sociologues comme Tomás Moulián ont montré que les Chiliens se préoccupent davantage de consommation que de la vie politique⁵⁴. Les responsables et notamment les DC ont favorisé cette démobilitation par peur de donner aux militaires l'impression d'un retour aux années 1972-1973 avec des grèves, des manifestations, des occupations illégales de terrains et d'usines. Les forces armées restent des actrices majeures de la vie politique en vertu de la Constitution de 1980 qui a institutionnalisé leur pouvoir et leur a attribué 10 % des gains de la Corporación Nacional del Cobre. Il s'agit d'une transition démocratique avec « Franco vivant⁵⁵ » qui n'est pas sans rappeler la transition démocratique espagnole. D'ailleurs, lors d'un entretien, Mariana Aylwin Oyarzún a précisé qu'elle est allée faire des études à Madrid à la fin des années 1970 et qu'elle s'est particulièrement intéressée à l'après-Franco⁵⁶. La conception pinochétiste de l'État moderne se rapproche du souhait franquiste de faire de l'armée, importante numériquement et très politisée, la colonne vertébrale de son régime. Ainsi en Espagne, après la mort du général Franco, le 20 novembre 1975, l'armée est restée un acteur très réticent face aux changements prévisibles, ce qui s'est traduit par la tentative de coup d'État de février 1981. Mais la triple légitimité de Juan Carlos,

⁵¹ Antonio Alaminos, *Chile : transición política y sociedad*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1991, p. 77.

⁵² Enquête CERC sur l'évolution de l'opinion publique chilienne sur l'action du gouvernement, publicaciones CERC, Santiago du Chili, 1989-1993.

⁵³ Données du rapport de Latinobárometro pour 1998, information parue dans *El Mercurio*, 16 juin 1999.

⁵⁴ Tomás Moulián, *El consumo me consume*, Santiago de Chile, LOM Ediciones, segunda edición, 1999.

⁵⁵ Ricardo Lagos Escobar, cité dans Martine Jacot, « Eduardo Frei semble assuré de remporter les élections présidentielles du 11 décembre », *Le Monde*, 11/12/1993, p. 4.

⁵⁶ Entretiens avec Mariana Aylwin Oyarzún, Santiago du Chili, 17/11/2006 et 24/11/2006.

démocratique, franquiste et monarchiste, l'a aidé à dépolitiser l'armée et à réduire son influence⁵⁷.

Au début des années 1990, avec la sécularisation de la société, l'influence de l'Église catholique sur les Chiliens se réduit. Si l'Église a pu être une force morale, d'opposition et de défense des victimes des violations des droits de l'homme, elle est, depuis la dictature, concurrencée par les Églises protestantes et surtout par l'Église méthodique : en 2003, 15 % des Chiliens sont évangéliques (soit 2,5 millions), contre 6,18 % en 1973.

Le PDC, premier parti chilien

Dès la fin de la dictature, le PDC dirige la Concertation des partis pour le « non à Pinochet », puis pour la démocratie. Il apparaît de nouveau comme le représentant des aspirations d'une partie du peuple chilien puisqu'il présente avec la Concertation des Partis pour la Démocratie, un programme de démocratisation politique, de lutte contre la pauvreté et qu'il veut faire la lumière sur les violations des droits de l'homme.

Le parti bénéficie sans doute de son histoire et d'un contexte favorable : le pays et surtout les militaires ne sont pas prêts à accepter un président socialiste⁵⁸. Les résultats électoraux montrent l'enracinement démocrate-chrétien dans la société chilienne grâce à un véritable maillage du pays opéré dès la fin des années 1930 : aux élections législatives de décembre 1989, les premières depuis mars 1973, le PDC redevient le premier parti chilien avec plus de 26 % des voix, mais il ne progresse plus comme dans les années 1950-1960. Dans les années 1960, lorsqu'il est devenu un acteur politique de premier plan, le discours du PDC visait à atteindre les masses et reprenait les éléments fondateurs de la nation chilienne : l'importance de l'Église, de l'armée et de la patrie. Dans la seconde moitié des années 1980, le PDC renoue avec le messianisme des années 1960 : sa mission est de permettre le retour à la démocratie et à la stabilité au Chili. Sa position de centre a donc été une vertu dans un pays marqué par la polarisation politique du passé. Le PDC est alors perçu comme le plus apte à donner une stabilité au pays car il a laissé de côté sa stratégie du « *camino propio* », définie en 1946 lorsque la thèse de l'indépendance des partis de gauche et de droite a gagné au Congrès dit de *los Peluqueros*. Le PDC a su s'allier aux partis de gauche pour défendre le retour à la démocratie. Enfin, il peut s'appuyer sur l'expérience du gouvernement Frei Montalva (1964-1970) et sur la présence d'une équipe d'experts, économistes notamment⁵⁹.

Si le PDC redevient un temps le premier parti chilien, il n'est plus le seul à représenter les catholiques et plus généralement les chrétiens en politique.

La fin du « monopole catholique » ?

Toutefois, avec la fin de la Guerre froide, l'idéologie démocrate-chrétienne révolutionnaire des années 1950-1960 perd de son originalité. La participation du PDC dans une coalition gouvernementale de centre-gauche lui donne une image de parti « attrape-tout » du centre. D'ailleurs, nos entretiens avec de jeunes militants démocrates chrétiens ont montré qu'ils se disent « concertationnistes » avant d'être

⁵⁷ Bruno Patino, *Pinochet s'en va...*, op. cit., p. 252.

⁵⁸ Entretiens avec Otto Boye Soto, Santiago du Chili, 22/09/2006 et 2/11/2006.

⁵⁹ Alan Angell, *Elecciones presidenciales, democracia y partidos políticos en el Chile post Pinochet*, Santiago de Chile, Ediciones Instituto de Historia/Centro de Estudios Bicentenario, 2005, p. 59.

démocrates-chrétiens : la Concertation a permis le retour à la démocratie et ces nouvelles générations ont très peu connu les périodes précédentes.

Une nouvelle force concurrence désormais la DC : le pinochétisme. En effet, si Augusto Pinochet a obtenu près de 44 % des suffrages au plébiscite de 1988, c'est que le gouvernement militaire a favorisé la dépolitisation, la démobilisation et la réorganisation de la société. Des secrétariats visant en priorité les jeunes et les femmes ont diffusé les nouvelles options économiques et sociales du régime militaire à travers l'action sociale et la formation de dirigeants. Le discours pinochétiste est également très nationaliste et il s'incarne en un parti politique, l'Union démocratique indépendante (UDI), fondé en 1983⁶⁰. La dictature a ainsi compliqué le champ d'action du PDC, une autre force ayant violemment lutté contre le communisme et défendu le capitalisme et le secteur privé. Or, la démocratie chrétienne s'était présentée dès sa fondation comme une alternative à la voie communiste et à la voie capitaliste. D'après Alan Angell, les changements sociaux des années Pinochet ont affecté le vote DC. Le PDC a perdu une grande partie de ses appuis ruraux obtenus grâce à la réforme agraire aux bénéfices de la droite car la modernisation a créé un esprit plus capitaliste. L'appui des secteurs marginaux des bidonvilles a aussi diminué : certains électeurs ont gagné l'UDI et d'autres la gauche radicale⁶¹. En 1993, pour ceux qui votent pour la première fois et qui ont grandi sous Pinochet, la DC un peu démodée semble moins attractive que le socialisme rénové ou l'UDI.

Les dix-sept années de dictature militaire ont aussi favorisé l'expression politique d'un catholicisme très dur. En 1999, à la chaîne télévisée de l'Université catholique, le père Raúl Hasbún, évêque auxiliaire de Santiago sous l'Unité populaire, continue ses diatribes antimarxistes. En 2010, la défaite aux élections présidentielles d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle face à Sebastián Piñera (48,4 % contre 51,6 %), candidat de la droite, peut ainsi être analysée comme l'expression politique d'un catholicisme plus intransigeant. des membres reconnus de l'Opus Dei au Chili entrent au gouvernement, comme Joaquín Lavín, ministre de l'Éducation puis de la Planification et de la Coopération, dont une fille est une célibataire consacrée de l'Opus Dei en Espagne. Toutefois, dans une perspective plus globale, l'élection présidentielle de 2010 peut signifier également la dispersion politique et religieuse des chrétiens avec la croissance des évangéliques. Ces derniers sont devenus une priorité politique avec notamment l'institution de la journée nationale des Églises évangéliques (2005). Ils représentent aussi un enjeu électoral : un des axes de campagne de Sebastián Piñera s'est centré sur les *Trente engagements avec le monde chrétien évangélique*. Comportant des mesures de lutte contre la discrimination religieuse, ce document a été appliqué dès l'élection du candidat de la Coalition pour le changement.

Conclusion

Le PDC a connu de nombreux retournements politiques et a représenté les intérêts politiques de l'Église des années 1950 à 1973. Pendant la dictature, l'Église catholique rompt avec sa tradition apolitique élaborée sous Léon XIII et Pie XI. En l'absence

⁶⁰ Verónica Valdivia Ortiz de Zárate, « Construction du pouvoir et régime militaire sous Augusto Pinochet », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2010, n° 105, p. 102-107.

⁶¹ Alan Angell, *Elecciones presidenciales...*, *op. cit.*, p. 58-59.

d'une expression politique et face à l'ampleur de la répression, elle se fait progressivement la représentante des victimes de la dictature et des partisans de la démocratie, jouant un rôle fédérateur depuis l'Indépendance. En 1990, les évêques et les prêtres chiliens peuvent donc retourner à leurs affaires spirituelles et déléguer ce rôle au PDC. Mais celui-ci sort fragilisé de la dictature et de la fin de la Guerre froide : il ne détient plus le monopole de l'expression politique des catholiques et il doit évoluer dans une société néolibérale qui s'éloigne de l'Église. Depuis 2010, les partis de droite représentent une rude concurrence pour le PDC au point de provoquer la défaite d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle de la Concertation aux élections présidentielles de 2010. Au Chili, les liens entre politique, religion et société/people semblent donc se recomposer sur un modèle différent de celui de l'Argentine voisine car le contexte national est distinct. Ainsi, pendant l'entre-deux-guerres, il n'y a pas eu, en Argentine, de parti conservateur censé représenter les intérêts de l'Église et les mouvements maritainistes n'ont pas abouti à la création d'un parti structuré à l'instar du PDC chilien. L'Église catholique a soutenu le putsch du 24 mars 1976, qui a développé une idéologie nationale-catholique. Les courants catholiques intégristes dont faisait partie l'abbé Julio Meinvielle ont exprimé leurs vues dans la revue intégriste et antisémite *Cabildo*. À la différence de la majeure partie de l'épiscopat chilien, l'épiscopat argentin a joué un rôle dans la légitimation de la dictature : seuls dix évêques sur quatre-vingt-dix ont dénoncé les crimes de la dictature. Si le provincial des jésuites, Jorge Mario Bergoglio, a eu un rôle controversé pendant le régime militaire, les débuts du pape François semblent annoncer le retour d'un courant progressiste au sein de l'Église et en politique.

L'auteur

Élodie Giraudier est doctorante en histoire contemporaine à l'université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 (IHEAL – CREDA, UMR 7227), sous la direction d'Olivier Compagnon. Elle est professeur d'histoire-géographie au lycée européen Charles-de-Gaulle (sections européennes espagnol et bachibac) à Dijon. Ses principaux objets de recherche sont la démocratie chrétienne, le catholicisme social et le rôle de l'Église au Chili.

Résumé

Cet article s'attachera à analyser les liens complexes entre le Parti démocrate-chrétien (PDC), l'Église et le pouvoir au Chili à partir de trois dates ruptures. Ainsi, de la fin des années 1940 à 1973, la démocratie chrétienne et l'Église connaissent des évolutions parallèles au point d'opérer un rapprochement politique. De 1973 à 1989, alors que la vie partisane est inexistante ou très limitée, l'Église devient un acteur politique de premier plan, *la voix* face à la dictature. Avec le retour à la démocratie, le PDC redevient le représentant politique de l'Église, mais il est concurrencé par la droite et doit évoluer dans un contexte différent : la société chilienne post-Pinochet est dépolitisée, sécularisée et pleinement entrée dans l'économie de marché et l'ère de la consommation.

Mots clés : démocratie chrétienne, Église, politique, Chili, dictature.

Abstract

“The Christian Democratic Party, the Church and the political Power in Chile”
Using three milestones, this article explores the complex relationships between the Chilean Christian Democratic Party, the Church and the political power. From the end

Élodie Giraudier, « Le Parti démocrate-chrétien, l'Église et le pouvoir au Chili », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

of the 1940s to 1973, the Church and the Christian Democracy had parallel evolutions leading to a joint expression of their respective political views. From 1973 to 1989, while the partisan life was non-existent or highly restricted, the Church became a forefront political actor, the voice against the dictatorship. Following the return of democracy, the Christian Democratic Party became again the Church political arm, but it is competed by the right and has to evolve in a different context: the Chilean society post-Pinochet is depoliticized, deconsecrated and completely entered the market economy and the era of the consumption.

Key words : Christian Democracy, Church, Politics, Chile, Dictatorship.

Pour citer cet article : Élodie Giraudier, « Le Parti démocrate-chrétien, l'Église et le pouvoir au Chili », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr]